

POSTULAT GROUPE PSIG : « 25 NOVEMBRE – LUTTE CONTRE LA VIOLENCE FAITE AUX FEMMES – AUSSI À MORGES »

Le 25 novembre est la journée internationale pour l'élimination de la violence à l'égard des femmes.

La violence contre les femmes est une violence de genre qui tue ; en particulier la violence dans le couple. En Suisse, une femme par mois meurt suite à un féminicide, c'est à dire tuée par son partenaire ou ex-partenaire. La violence domestique est la première cause de mortalité chez les femmes âgées entre 19 et 44 ans, avant la maladie et les accidents de la route.

Selon les statistiques de l'OFS d'octobre dernier, en 2019, presque 20'000 (19 669) infractions dans le domaine de la violence domestique en Suisse ont été enregistrées, soit une augmentation de 6,2% (+1147 infractions) par rapport à 2018, les victimes étant toujours pour le 3/4 des femmes.

La période trouble que nous vivons, confinement, post-confinement, voire reconfinement, engendre très certainement des conséquences dans les foyers déjà sujets à des tensions violentes, avec une augmentation de l'emprise des auteur-e-s de violences et un isolement accru des victimes. Il en résulte un terreau fertile pour des situations de violence domestique explosives dont les femmes sont les premières victimes.

Même si on a pu lire dans la presse que le confinement n'aurait pas provoqué de hausse des cas de violence domestique, les spécialistes craignent plutôt que les victimes ne se soient pas manifestées en raison des restrictions à leur liberté de mouvement ; le parti socialiste partage ces craintes. En effet, les différents retours entendus des instituts spécialisés mentionnent une augmentation des demandes de prise en charge. Et il ne faut pas se le cacher, la pandémie est un élément qui rend la décision de quitter son foyer encore plus difficile, que ce soit pour des raisons économiques ou sanitaires. Rappelons aussi qu'une femme sur trois présente un risque de tomber dans la pauvreté en raison de sa faible autonomie économique.

On trouve des victimes dans toutes les strates de la société, dans tous les milieux sociaux, et sur tout le territoire ; Morges n'échappe pas à cette dramatique statistique.

Actuellement, le canton mène une campagne de décentralisation du traitement des violence de genre. Ainsi les victimes d'agression sexuelles n'auront plus besoin de se rendre au CHUV pour être prises en charge de façon optimale et obtenir un constat médico-légal, essentiel pour la suite de la procédure. L'hôpital de Morges est désormais compétent.

Cette proximité doit également être assurée dans l'accueil des femmes et de leurs enfants, lorsque la seule alternative est de quitter le lieu des violences. Or aujourd'hui, ces victimes doivent se rendre à Lausanne, à la Fondation MalleyPrairie.

L'État de Vaud a proposé à cette Fondation de développer un nouveau centre à Morges, permettant l'accueil d'une dizaine de femmes victimes. Ce projet semble tout à fait pertinent même si nous regrettons le manque d'information à ce sujet. Et cela n'est sûrement pas suffisant.

Pour remédier à cette situation, nous demandons à la Municipalité d'étudier les différents points suivants :

- Une action d'affichage, ou tout autre moyen de communication publique, pour non seulement permettre aux victimes de savoir où trouver de l'aide mais également de sensibiliser la population à cette problématique ;
- La mise à disposition de logements d'urgence et de logements-relais à Morges, en sus des hypothétiques futures places d'accueil dans un centre dédié ;
- L'instauration d'une formation spécifique sur le traitement des violences faites aux femmes pour le personnel de l'administration communale confronté à ce type de situations (service de la population, cohésion sociale, etc.) ;
- Une coordination avec la PRM sur les cas de violence domestique sur le territoire de Morges (statistiques, prise en charge, suivi, etc.),
- L'ouverture de nouveaux points d'écoute et d'orientation, par exemple à l'administration communale, dans les pharmacies, etc. pour favoriser les voies d'accès à l'aide des victimes de violences domestiques ;

Nous demandons, en outre, à la Municipalité de bien vouloir nous renseigner sur le projet de décentralisation du Centre MalleyPrairie à Morges, notamment sur sa participation concrète à ce projet.

Morges, le 4 novembre 2020
Pour le groupe PSIG, Aline Dupontet